

**Le Petit Livre de
l'Investissement
pour la Nature**
– résumé

**Guide pratique du
financement de la
vie sur Terre**

Introduction

La nature est cruciale pour l'économie mondiale et notre bien-être – elle fournit l'infrastructure essentielle dont nous dépendons. Elle élimine le carbone de l'atmosphère et régule le climat, fournit de l'eau propre et nous permet de nous nourrir. Aujourd'hui, pourtant, la nature est sous-estimée et menacée.

Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser disparaître la nature, car plus de la moitié de l'activité économique mondiale en dépend. Désormais, nous comprenons l'ampleur de la perte de la nature et nous avons une opportunité mondiale d'agir.

Le cadre mondial pour la biodiversité post-2020 constitue une étape cruciale des efforts mondiaux visant à stopper et inverser la perte de nature mondiale. La mise en œuvre de ce cadre nécessitera une action de la part des gouvernements, des entreprises et de la société civile. Le rôle des acteurs financiers sera décisif.

Pour les investisseurs et les prêteurs à la recherche de nouvelles façons de fournir des financements ayant un impact positif sur la nature, ce livre présente les réflexions les plus récentes sur les moyens innovants d'intensifier le financement, ainsi que 25 études de cas montrant la manière de procéder pour y parvenir.

Le Petit Livre de l'Investissement pour la Nature est un guide détaillant les opportunités d'investissements pour l'avenir de la vie sur Terre. Nous présentons ici un bref résumé soulignant l'ampleur du financement nécessaire, les mécanismes disponibles, ainsi qu'une feuille de route pour passer à l'action.

« Le présent volume du Petit Livre de l'Investissement pour la Nature représente un trésor d'informations très pertinentes sur la manière dont il est possible d'avancer... »

Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

Financement de la biodiversité

Près de la moitié de l'économie mondiale dépend de la nature, et pourtant la biodiversité est en déclin partout dans le monde. En dépit d'efforts significatifs, la communauté internationale n'a atteint aucun de ses objectifs de protection de la biodiversité (notamment les objectifs d'Aichi pour la biodiversité). Aujourd'hui, le besoin urgent d'agir est largement admis.

Le coût de la protection de la biodiversité à l'échelle mondiale – y compris les aires protégées, les écosystèmes côtiers et la gestion durable des paysages productifs (terres agricoles, forêts et pêcheries) est estimé entre 722 et 967 milliards de dollars par an d'ici 2030.

Pour faire face à ces coûts, les gouvernements et le secteur privé doivent intensifier le « financement de la biodiversité », à savoir la pratique consistant à lever et à gérer des capitaux et à utiliser des mécanismes financiers et économiques pour soutenir la gestion durable de la biodiversité. Les niveaux actuels de financement de la biodiversité sont estimés à 143 milliards de dollars maximum par an. Cela signifie que le financement de la protection de la biodiversité affiche un déficit de 598 à 824 milliards par an d'ici 2030.

Aujourd'hui, la majeure partie du financement provient de sources publiques (80 à 85 %), mais demain, le secteur privé peut jouer un rôle essentiel pour aider à combler le déficit de financement, grâce à des mécanismes financiers qui génèrent des revenus pour les « infrastructures » de biodiversité contribuant à protéger la Terre.

Il est essentiel d'augmenter les investissements pour générer des revenus visant à obtenir des résultats positifs pour la biodiversité. Cependant, pour combler le déficit de financement de la biodiversité au niveau mondial d'ici 2030, il faut réorganiser ces investissements afin de réduire les impacts négatifs sur la biodiversité. On estime que les subventions qui nuisent à la nature sont cinq à sept fois supérieures aux financements destinés à protéger la nature. Ainsi, les gouvernements et les entreprises doivent axer leur priorité sur la réorganisation des subventions qui, au lieu d'aboutir à des effets néfastes, doivent inciter à l'obtention de résultats positifs pour la nature, ainsi qu'au renforcement de la gestion des risques environnementaux et sociaux.

Le Petit Livre de l'Investissement pour la Nature explore ces opportunités.

« Les banques publiques de développement peuvent travailler en collaboration avec le secteur privé pour intégrer la nature dans notre manière d'investir, de produire et de consommer, et ainsi montrer qu'il est possible de développer des activités économiques tout en protégeant la biodiversité ».

Rémy Rioux, Président de l'International Development Finance Club (IDFC) et Directeur général de l'Agence Française de Développement.

2019

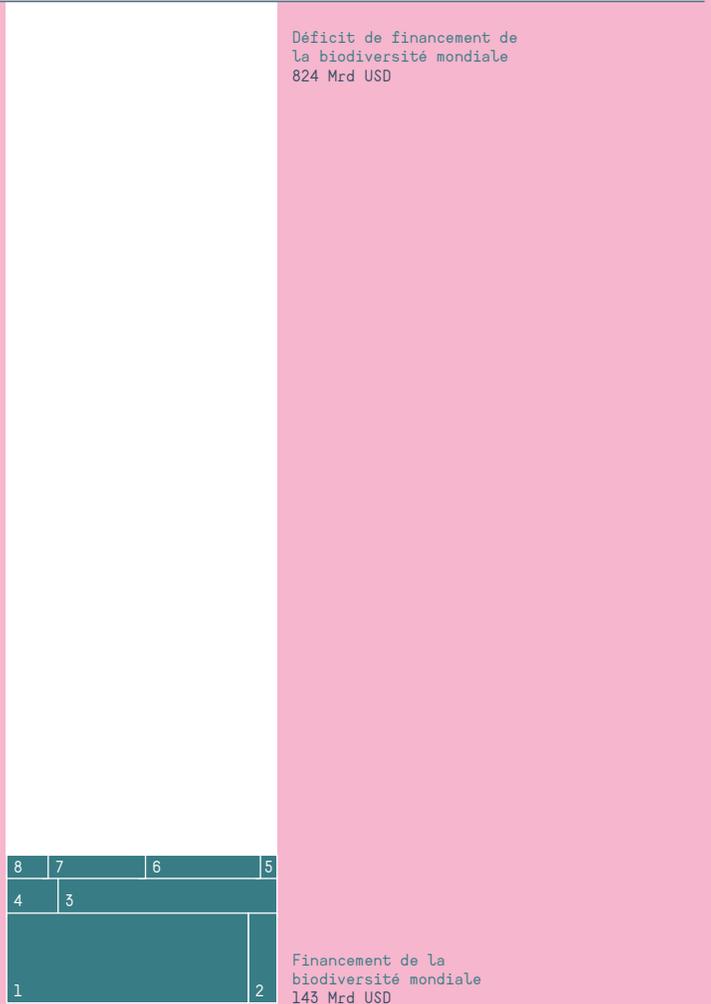


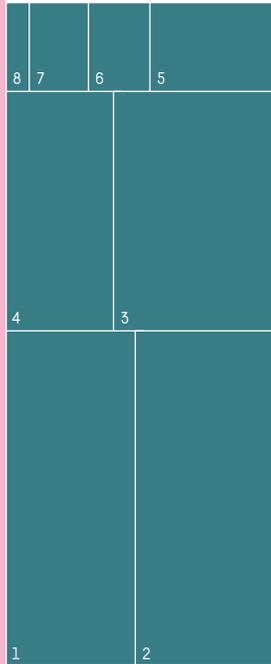
Figure 6.
Financement actuel et futur de la biodiversité à l'échelle mondiale et déficit de financement de la préservation de la biodiversité à l'échelle mondiale

- | | |
|--|-----------|
| 1. Budgets gouvernementaux et fiscalité | USD 75-78 |
| 2. Infrastructure naturelle | USD 27 |
| 3. Aide publique au développement (APD) | USD 4-10 |
| 4. Compensations pour la biodiversité | USD 6-9 |
| 5. Chaînes d'approvisionnement durable | USD 6-8 |
| 6. Produits financiers verts | USD 4-6 |
| 7. Philanthropie et ONG de conservation | USD 2-4 |
| 8. Solutions fondées sur la nature et marchés du carbone | USD 1 |

2030



Déficit de financement de la biodiversité mondiale
327 Mrd USD



Financement de la biodiversité mondiale
640 Mrd USD

- | | |
|--|-------------|
| 1. Compensations pour la biodiversité | USD 162-168 |
| 2. Budgets gouvernementaux et fiscalité | USD 103-155 |
| 3. Infrastructure naturelle | USD 105-139 |
| 4. Produits financiers verts | USD 31-93 |
| 5. Solutions fondées sur la nature et marchés du carbone | USD 25-40 |
| 6. Aide publique au développement (APD) | USD 8-19 |
| 7. Chaînes d'approvisionnement durable | USD 12-19 |
| 8. Philanthropie et ONG de conservation | USD 3-8 |

Un cadre pour combler le déficit

Le Petit Livre de l'Investissement pour la Nature souligne la manière dont différents mécanismes peuvent être combinés pour **générer, exécuter efficacement et réorganiser des financements** en faveur de la biodiversité et **éviter des dépenses futures**, grâce au cadre conçu par le PNUD BIOFIN.

Le Petit Livre souligne également le rôle crucial des catalyseurs dans la création des conditions politiques ou administratives qui permettent à ces mécanismes d'être efficaces et réalisables à grande échelle.

Générer :

Le Petit Livre identifie un potentiel de croissance important de financement privé et met en avant certaines des solutions innovantes de financement qui rassemblent des sources publiques, privées et philanthropiques dans une approche collaborative.

En se projetant vers 2030, les flux financiers annuels mondiaux en faveur de la préservation de la biodiversité pourraient être augmentés pour atteindre un total de 449 à 640 milliards USD.

Le Petit Livre de l'Investissement pour la Nature explore les mécanismes suivants pour générer des financements :

Fiscalité gouvernementale Compensations pour la biodiversité

Solutions naturelles pour le climat et marchés du carbone

Capital vert Philanthropie :

Prêts liés à la durabilité

Aide publique au développement

Obligations vertes

Étude de cas

Financement pour un cacao sans déforestation :

Mirova, spécialiste de l'investissement en capital naturel, a lancé le fonds pour le climat ACF en 2013, investissant dans des projets qui réduisent la déforestation, atténuant le changement climatique, protégeant la biodiversité et offrant des moyens de subsistance durables aux communautés rurales. Ce fonds a notamment investi 7 millions USD dans la conservation à long terme de 591 119 hectares de forêt naturelle menacée à Madre de Dios, au Pérou, encourageant le cacao « sans déforestation » grâce à l'agroforesterie.

Étude de cas

Créer une économie bleue :

Crédit Suisse a lancé l'Ocean Engagement Fund en 2020 pour lever des investissements en vue de contribuer à la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 14 (conserver les océans). Ce fonds collabore avec des sociétés en portefeuille pour les détourner d'activités néfastes pour l'océan et encourager des projets qui atténuent les effets du changement climatique et amoindrissent les pertes de biodiversité.

Exécuter efficacement

Les mécanismes utilisés pour fournir le financement de la biodiversité sont importants pour veiller à ce que le financement soit efficace, efficient et réparti de manière équitable. Le financement de la biodiversité peut souvent être fourni de manière fragmentée, avec peu de coordination. Une exécution améliorée pourrait entraîner des synergies accrues, un meilleur rapport qualité-prix et de meilleurs résultats.

Mécanismes à l'appui d'une exécution plus efficace :

Crédits d'impôt Subventions inconditionnelles **Garanties**
Dettes concessionnelles Aires protégées privées Microfinance verte
Paiements fondés sur la performance Servitudes de conservation

Réaligner les dépenses :

La réorganisation des dépenses implique des mesures politiques, fiscales, commerciales et financières qui réorientent les flux de capitaux actuels vers des activités réduisant les impacts négatifs ou augmentant les résultats positifs pour la biodiversité. Les gouvernements dépensent actuellement cinq fois plus en subventions, dont certaines nuisent directement à la biodiversité, qu'ils ne dépensent chaque année pour la protection de la biodiversité.

Ce livre explore les mécanismes suivants pour réorganiser les dépenses :

Réforme des subventions à la sylviculture
Réforme des subventions à la pêche
Réformes des subventions accordées aux combustibles fossiles
Chaînes d'approvisionnement durable
Gestion des risques liés aux investissements en faveur de la biodiversité
Réforme des subventions à l'agriculture

Transferts fiscaux écologiques

Étude de cas

Efforts concertés pour protéger la biodiversité marine :

Au Guatemala, cinq municipalités se sont associées au PNUD BIOFIN pour mener une initiative pilote de budgétisation basée sur les résultats pour la gestion de la biodiversité marine côtière, en prenant des mesures en faveur de la biodiversité dans les budgets au niveau local.

Étude de cas

ESG et préservation de la biodiversité en France

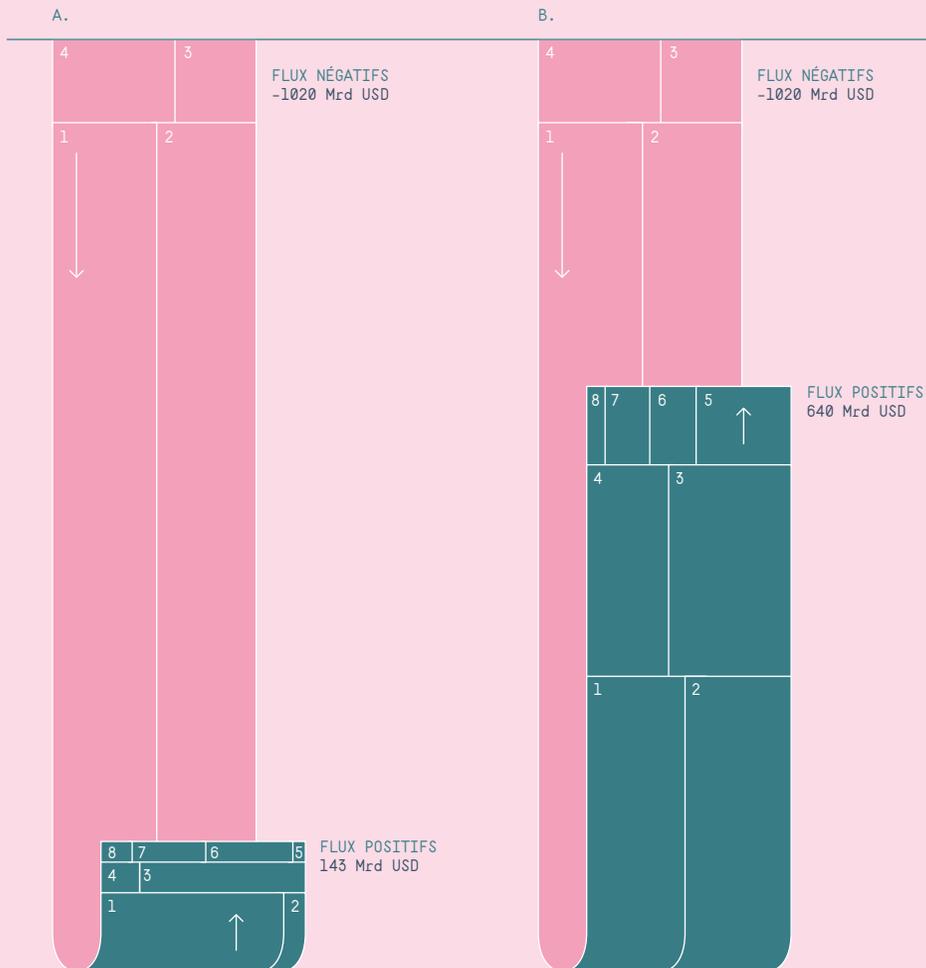
Le gouvernement français a révolutionné les rapports sur les investissements ESG grâce à une nouvelle loi qui exige que les investisseurs institutionnels français et les compagnies d'assurance rendent compte (a) de leur politique ESG générale ; (b) des ressources qu'ils consacrent au suivi ESG ; et (c) des résultats d'une analyse des risques climatiques intégrés dans leur profil des risques liés aux investissements. Les rapports doivent également prendre en compte « la préservation de la biodiversité des écosystèmes et des ressources naturelles... »

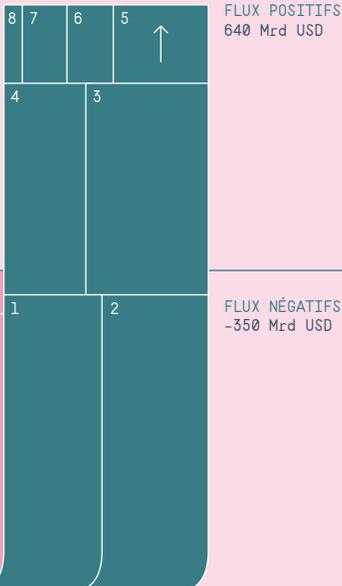
Étude de cas

Réforme des subventions néfastes au Kirghizistan

Le PNUD BIOFIN a constaté que les exonérations fiscales contribuaient au recours excessif aux produits agrochimiques au Kirghizistan, réduisant la qualité des sols et provoquant le ruissellement de produits chimiques ; les subventions aux semis de cultures à haut rendement réduisaient la diversité des cultures ; et les tarifs de l'eau subventionnés entraînaient un excès d'arrosage, une saturation en eau et une érosion des sols. Cela a conduit le gouvernement à procéder à une révision de ces aides.

Figure 7.
 Financement actuel et futur de la biodiversité à l'échelle mondiale et subventions néfastes ; déficit de financement de la préservation de la biodiversité





La « bonne nouvelle » concerne le fait que les efforts mondiaux pour réformer les subventions potentiellement les plus néfastes à la biodiversité permettraient de résorber environ la moitié du déficit de financement de la biodiversité.

A.
Financement de la biodiversité mondiale et les subventions néfastes en 2019

B.
Les subventions à la biodiversité non réformées d'ici 2030

C.
Les subventions les plus néfastes à la biodiversité réformées d'ici 2030

FLUX NÉGATIFS

1. Subventions accordées aux combustibles fossiles	-478	-478	-82
2. Subventions pour la production agricole	-451	-451	-221
3. Subventions pour la production de la pêche	-36	-36	-20
4. Subventions pour la production forestière	-55	-55	-27
Total :	-1020	-1020	-350

FLUX POSITIFS

1. Compensations pour la biodiversité	9	168	168
2. Budgets gouvernementaux et fiscalité	78	155	155
3. Infrastructure naturelle	27	139	139
4. Produits financiers verts	6	93	93
5. Solutions fondées sur la nature et marchés du carbone	1	40	40
6. Aide publique au développement (APD)	10	19	19
7. Chaînes d'approvisionnement durable	8	19	19
8. Philanthropie et ONG de conservation	4	8	8
Total :	143	640	640

Éviter les coûts futurs :

Une façon de minimiser le besoin de dépenses futures consiste à réduire les dommages causés à la biodiversité. Les investissements stratégiques et les changements de politiques visant à protéger la biodiversité sont souvent moins coûteux et plus faciles à mettre en place que de réparer et d'inverser les dommages plus tard.

Les gouvernements et le secteur privé peuvent prendre des mesures pour éviter d'autres dommages à l'avenir, notamment en investissant dans des infrastructures vertes, en empêchant la prolifération d'espèces envahissantes et en éliminant ou en modifiant les taxes contre-productives existantes.

Mécanismes d'évitement abordés dans ce livre :

Conservation communautaire
Taxes sur les pratiques de production néfastes
Assurance verte
Contrôles des espèces envahissantes
Obligations à impact environnemental
Études d'impact environnemental

Catalyseurs d'impact

Les catalyseurs et les arrangements institutionnels peuvent faciliter les flux de financement pour la protection de la biodiversité et permettre une généralisation.

Catalyseurs décrits dans le livre :

Initiative pour la finance de la biodiversité du PNUD
Plans nationaux de financement de la biodiversité
Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité
Fonds à effet catalyseur
Coalitions de parties prenantes du secteur privé
Fonds pour l'environnement mondial **Assistance technique**

Étude de cas

Gestion des eaux pluviales par le biais d'infrastructures vertes :

À Atlanta, les autorités ont émis des obligations à impact environnemental pour financer des infrastructures vertes, notamment des jardins pluviaux, des toits végétaux et des revêtements perméables pour contribuer à l'absorption des eaux pluviales, ce qui profite également aux communautés locales du fait des espaces verts supplémentaires et permet de piéger le carbone. Les versements aux investisseurs dépendaient de l'efficacité des infrastructures.

“La crise de la Covid-19 est un ultime signal d'alarme, qui rassemble dans le même enjeu plusieurs problématiques - environnementale, sociale, sanitaire et économique. Pour relever ce défi, il nous faudra constituer des sociétés plus résilientes, plus équitables et capables de vivre en harmonie avec la nature.”

Philippe Zouati, PDG, Mirova

Étude de cas

Financement pour prévenir la déforestation :

Le fonds AGRIS a été créé par le PNUE, Rabobank et IDH (initiative pour le commerce durable), avec le soutien de la FMO (banque néerlandaise de développement), pour atténuer les changements climatiques. Il vise à catalyser les ressources du secteur privé en faveur de la protection des forêts et de l'agriculture durable, et fournit des instruments de réduction des risques financiers et des subventions pour l'assistance technique destinée aux agriculteurs et aux chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Aller de l'avant

Alors que nous reconstruisons l'économie mondiale suite à la pandémie de COVID, il est de plus en plus admis que la nature doit être protégée non seulement pour sa valeur intrinsèque, mais aussi parce que chaque nation est bâtie sur son capital naturel et dépend des services rendus par les écosystèmes pour sa nourriture, son air, son climat et la qualité de son eau. Nous devons détourner le financement des activités qui nuisent à la nature et disposer des outils pour mener ce changement.

Pour ce faire, Le Petit Livre énonce huit étapes clés :



globalcanopy.org



Le Petit Livre de l'Investissement pour la Nature a été rédigé par John Tobin-de la Puente et Andrew W Mitchell et publié par Global Canopy, avec le soutien de l'Agence Française de Développement, du Cornell Atkinson Centre for Sustainability, de Crédit Suisse, d'IDH (initiative pour le commerce durable), de Mirova, du PNUD BIOFIN, WWF et du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire.